

avril. Toutefois, je ne suis pas en mesure de l'annoncer parce que juste avant d'entrer à la Chambre, j'ai reçu de mon ministère une communication m'informant que plusieurs tentatives en vue d'installer des bouées ont échoué à cause de l'épaisseur de la glace.

Nous faisons cet après-midi une dernière inspection de l'état de la glace et je ferai demain une communication à la Chambre. Je puis donner à l'honorable député l'assurance,—et je sais qu'il comprend très bien, étant donné qu'il a été à la tête de ce ministère et qu'il a eu à s'occuper de ces questions,—qu'il n'y a eu ni maladresse ni incompétence en cette affaire.

L'ÉNERGIE ATOMIQUE

INVITATION AU GOUVERNEMENT À PARTICIPER À LA CONSTRUCTION D'UN DÉSINTÉGRATEUR ATOMIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. J. McIlraith (Ottawa-Ouest): Le ministre du Commerce pourrait-il nous dire si le gouvernement a reçu de l'association canadienne des physiciens ou de quelque autre association une proposition lui demandant de participer à un projet d'exploitation d'énergie nucléaire, comportant la construction d'un désintégrateur atomique? Si le gouvernement a reçu une telle demande, qu'y a-t-il répondu?

L'hon. Gordon Churchill (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'aurais préféré qu'on m'avertisse d'une question de pareille importance. Nous avons en effet reçu une proposition de ce genre qui a été étudiée avec le Conseil national de recherches. La question a été examinée bien à fond, mais il nous a semblé impossible pour le moment d'accéder à la demande des physiciens, et ceux-ci ont été informés de cette décision.

M. McIlraith: A titre de question supplémentaire, monsieur l'Orateur, puis-je savoir la principale raison de ce refus?

L'hon. M. Churchill: Il faudrait me reporter à la documentation que j'ai sur ce sujet. Je sais que l'affaire aurait entraîné une dépense assez considérable: environ 2 millions de dollars.

LE COMMERCE

L'URANIUM—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR UN VOYAGE À WASHINGTON DU MINISTRE DU COMMERCE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Je me demande si le ministre du Commerce est en mesure de faire rapport à la Chambre du voyage que, selon les journaux, il a fait

hier à Washington en vue d'examiner, avec le gouvernement des États-Unis, la question très importante du renouvellement du contrat de vente d'uranium aux États-Unis par le Canada après 1962?

L'hon. Gordon Churchill (ministre du Commerce): En effet, je suis allé à Washington hier. C'était surtout afin de m'entretenir avec les membres de la commission de l'énergie atomique. Depuis une douzaine de mois des changements sont survenus dans la composition de la commission, ici et là-bas. J'ai cru bon d'aller faire la connaissance de M. McCone, le président actuel de la commission. C'était la première fois que j'avais l'occasion de m'entretenir avec lui et avec d'autres membres de la commission. Nous avons discuté des questions d'intérêt général touchant le programme nucléaire intéressant nos deux pays. Quant à la question posée par le chef de l'opposition, des pourparlers auront lieu prochainement à ce sujet.

LES ÉDIFICES PUBLICS

TRAIL (C.-B.)—INTERPELLATION AU SUJET DE LA PLANTATION D'ARBUSTES AUTOUR DES SALES D'EXERCICE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Défense nationale une question qui a trait à la floriculture. Il voudra bien m'excuser de ne pas l'en avoir prévenu, mais l'idée m'en est venue il y a quelques heures seulement, à la demande de citoyens sérieux de la région de Trail. Lors de son récent séjour en cette ville, le ministre avait promis à maintes notabilités de l'endroit de faire engazonner le terrain qui entoure la salle d'exercice, et d'y faire planter des fleurs et des arbustes. Or, puisque rien de tout cela n'a été fait jusqu'ici, le ministre dira-t-il à la Chambre quand il entend faire accomplir ces travaux?

L'hon. G. R. Pearkes (ministre de la Défense nationale): Je ne sais pas qu'il ait été question de planter quoi que ce soit autour de la salle d'exercice, à Trail.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES DOUKHOBORS—PRÉTENDUE DÉCISION DE RESTER AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. H. McMillan (Welland): J'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Le ministre a-t-il quelque chose à dire sur la décision que les Doukhobors de la secte dite des Fils de la Liberté auraient prise de demeurer au Canada? L'entrée en Russie